

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 septembre 1989.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 septembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 30 september 1989.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

F. 89 — 1875

14 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté royal
relatif au triage, pour le compte de tiers,
de certaines espèces de graines

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, notamment les articles 2 et 13;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Nul ne peut effectuer, pour le compte de tiers, le nettoyage, le triage et la désinfection éventuelle de graines de froment, triticales, seigle, orge, épeautre, avoine, maïs, pois, féveroles et lin, ci-après dénommées « graines », provenant de l'exploitation du producteur et destinées à être utilisées dans celle-ci, à moins d'être agréé à cet effet par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

L'agrément est accordé à l'exploitant responsable de l'entreprise, pour une installation déterminée et pour une installation déterminée et pour une durée maximale de deux ans; il peut être prorogé un nombre indéterminé de fois pour une période maximale de deux ans chaque fois. L'agrément est personnel et incessible.

Les demandes d'agrément ou de prorogation de l'agrément sont introduites auprès du Ministère de l'Agriculture, Service Inspection des Matières Premières.

Art. 2. Pour être et pour rester agréé, le demandeur doit disposer d'une installation appropriée formant un ensemble cohérent et comprenant au moins :

- un appareil efficace de nettoyage et de triage;
- un appareil de pesage;
- des locaux assurant la bonne conservation des graines.

Dans le cas où un traitement chimique des graines est envisagé, il doit en outre disposer d'un appareil de désinfection assurant un dosage correct et une répartition homogène des substances chimiques sur les graines.

Une même installation ne peut être présentée à la fois pour l'agrément comme trieur et pour l'agrément comme négociant-préparateur de semences des espèces visées à l'article 1er, qui est accordée conformément à l'arrêté royal du 3 septembre 1979 organisant le contrôle à exercer par l'Office national des débouchés agricoles et horticoles sur les semences des espèces agricoles.

Art. 3. § 1. Le trieur doit tenir à jour un registre des graines entrées et sorties, dans lequel sont mentionnés :

- a) le numéro d'ordre du lot;
- b) le nom, l'adresse et le numéro de T.V.A. du producteur;
- c) l'espèce triée;
- d) la date de réception et la date de reprise; si le lot est fractionné lors de sa reprise par le producteur, chacun des fractions reprises fera l'objet d'une mention dans le registre (date et quantité reprise);

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 89 — 1875

14 SEPTEMBER 1989. — Koninklijk besluit
betreffende het triëren voor rekening van derden
van bepaalde soorten zaden

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op de artikelen 2 en 13;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Niemand mag voor derden zaden van tarwe, triticales, rogge, gerst, spelt, haver, maïs, erwten, veldbonen en vlas, hierna « zaden » te noemen, afkomstig uit het bedrijf van de voortbrenger en voor diens bedrijf bestemd, reinigen, triëren en eventueel ontsmetten, tenzij hij daartoe is erkend door de Minister bevoegd door de landbouw.

De erkenning wordt verleend aan de verantwoordelijke exploitant van het bedrijf voor een welbepaalde installatie en voor ten hoogste twee jaar; zij kan een onbepakt aantal keren worden verlengd telkens voor een duur van ten hoogste twee jaar. De erkenning is persoonlijk en niet overdraagbaar.

De aanvragen tot erkenning of tot verlenging van de erkenning worden ingediend bij het Ministerie van Landbouw, Dienst Inspectie van de Grondstoffen.

Art. 2. Om erkend te worden en te blijven moet de aanvrager beschikken over een aangepaste installatie die een samenhangende eenheid vormt en die ten minste omvat :

- een doeltreffend reinigings- en triertoestel;
- een weegtoestel;
- lokalen waar een goede bewaring van de zaden verzekerd is.

Wanneer een scheikundige behandeling van de zaden voorzien wordt, moet hij bovendien beschikken over een ontsmattingstoestel dat een juiste dosering en een homogene verdeling van de chemische stoffen over de zaden verzekert.

Een zelfde installatie mag niet tegelijk in aanmerking komen voor de erkenning als trieerder en voor de erkenning als handelaar-bereider van zaaizaden van de in artikel 1 bedoelde soorten, die wordt verleend overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 september 1979 houdende inrichting van de keuring van zaaizaad van landbouwgewassen te verrichten door de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten.

Art. 3. § 1. De trieerder moet een register bijhouden van de ingaande en uitgaande zaden, waarin vermeld worden :

- a) het volgnummer van de partij;
- b) naam, adres en BTW-nummer van de voortbrenger;
- c) de getrieerde soort;
- d) de datum van levering en de datum van terugname; als de partij gesplitst wordt bij het terugnemen door de voortbrenger, dient iedere terugname in het register vermeld te worden (datum en teruggenomen hoeveelheid);

e) le poids du lot avant et après le triage.

Ce registre est conservé par le trieur pendant une période venant à expiration trois ans après le 1er janvier de l'année qui suit le date à laquelle il est clôturé, afin de le soumettre aux agents chargés du contrôle, à leur demande et sans déplacement.

§ 2. En outre, le trieur doit chaque année, avant le 1er mars et pour la première fois l'année qui suit celle de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, faire une déclaration au Ministère de l'Agriculture, Service Inspection des Matières Premières, reprenant, pour l'année précédente et par espèce :

- le nombre de lots triés;
- les nom, adresse et numéro de T.V.A. des producteurs ayant fait trier leurs graines;
- la quantité totale réceptionnée pour le triage;
- la quantité totale restituée aux producteurs après triage.

Art. 4. Quiconque fait trier ne peut le faire que si les graines qu'il livre proviennent de sa propre culture et pour autant qu'elles soient destinées à être utilisées dans sa propre exploitation.

Art. 5. Il est interdit de mélanger ou d'échanger des graines de différents lots, de prélever une partie d'un lot ou d'ajouter des graines à un lot, lors de la réception, durant l'entreposage, le triage, le nettoyage, la désinfection, l'emballage et le transport.

Art. 6. Tout lot réceptionné doit être stocké séparément et de façon bien identifiée. Il doit être placé auprès de chaque lot, de manière à exclure toute confusion, un écriteau très apparent portant de façon bien lisible, le numéro du lot et le nom et l'adresse du producteur.

Art. 7. Tout traitement chimique des graines triées doit être mentionné sur l'étiquette visée à l'article 8 et doit être effectué conformément à l'arrêté royal du 3 juin 1975 relatif à la conservation, au commerce et à l'utilisation des pesticides et des produits phytopharmaceutiques.

Art. 8. Les graines triées sont mises en sacs par celui qui effectue le triage, immédiatement après la sortie de l'appareil de nettoyage ou éventuellement de l'appareil de désinfection. Ces sacs sont munis d'une étiquette sur laquelle figurent au moins :

- a) le nom de la firme et l'adresse du siège d'exploitation;
- b) le numéro d'agrément;
- c) la mention : « ... (espèce) (trié(e) pour le compte de ... (nom et adresse du producteur) »;
- d) le numéro d'ordre du lot;
- e) lorsque les graines ont été désinfectées, la mention « Traité avec ... (appellation commerciale figurant sur l'étiquette du désinfectant utilisé) à la dose de ... g/100 kg (ou ... ml/100 kg) ».

Il est interdit de faire figurer sur les étiquettes, les emballages, les factures, les documents d'accompagnement ou sur d'autres documents, toute mention, signe ou abréviation se rapportant à une dénomination variétale.

Art. 9. Les articles 6 et 8 ne sont pas d'application lorsque le triage est effectué en présence du producteur ou de son délégué, dès la réception du lot et lorsque la totalité de celui-ci est reprise immédiatement.

Dans ce cas, le trieur remet immédiatement au producteur ou à son délégué un document d'accompagnement portant les indications prescrites pour l'étiquette et, en outre, le poids du lot et la date du triage. Ce document doit pouvoir être produit lors de chaque contrôle.

Art. 10. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage.

Le délai de la saisie provisoire prévu par l'article 13 de la loi citée ci-dessus est fixé à trente jours.

Art. 11. L'arrêté royal du 3 janvier 1974 relatif au triage à façon de céréales et de légumineuses à fruit sec est abrogé.

Art. 12. Les agrégations délivrées en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal du 3 janvier 1974 précité restent valables six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

e) het gewicht van de partij voor en na het triëren.

Dit register wordt door de trieerder bewaard gedurende een periode die verstrijkt drie jaar na 1 januari van het jaar dat volgt op zijn afsluitingsdatum, ten einde het aan de ambtenaren belast met het toezicht, op hun verzoek en zonder verplaatsing, voor te leggen.

§ 2. Bovendien moet de trieerder jaarlijks, vóór 1 maart en voor de eerste keer het jaar dat volgt op dit van de bekendmaking van dit koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad*, een aangifte doen bij het Ministerie van Landbouw, dienst Inspectie der Grondstoffen, waarin de volgende gegevens van het vorige jaar per soort zijn vermeld :

- het aantal getrieerde partijen;
- de naam, het adres en BTW-nummer van de voortbrengers die hun zaden hebben laten triëren;
- de totale hoeveelheid ontvangen ter triëring;
- de totale hoeveelheid na het triëren, aan de voortbrenger teruggeleverd.

Art. 4. Hij die laat triëren mag dit slechts doen indien de geleverde zaden afkomstig zijn van eigen teelt en in zover zij bestemd zijn voor gebruik in zijn eigen bedrijf.

Art. 5. Het is verboden bij het in-ontvangst-nemen, het opslaan, het triëren, het reinigen, het ontsmetten, het verpakken en het vervoeren, zaden van verschillende partijen te mengen of om te wisselen of een gedeelte van een partij weg te nemen of zaden toe te voegen aan een partij.

Art. 6. Elke binnengekomen partij moet afzonderlijk en duidelijk identificeerbaar opgeslagen worden. Een duidelijk zichtbaar bordje dat op goed leesbare wijze het partijnummer en de naam en het adres van de voortbrenger draagt moet bij elke partij worden geplaatst op een wijze die elke verwarring uitsluit.

Art. 7. Elke chemische behandeling van de zaden moet op het in artikel 8 bedoelde etiket aangegeven worden en mag slechts geschieden overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 juni 1975 betreffende het bewaren, het verkopen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen en fytofarmaceutische producten.

Art. 8. De getrieerde zaden worden door de trieerder onmiddellijk bij het verlaten van het reinigings- of eventueel het ontsmettings-toestel in zakken verpakt. Deze zakken worden voorzien van een etiket waarop ten minste voorkomen :

- a) de naam van de firma en het adres van de bedrijfszetel;
- b) het erkenningsnummer;
- c) de vermelding : « ... (soort) getrieerd voor rekening van ... (naam en adres van de voortbrenger) »;
- d) het volgnummer van de partij;
- e) Wanneer de zaden ontsmet werden, de vermelding : « Ontsmet met ... (handelsbenaming die op het etiket van het gebruikte ontsmettingsmiddel voorkomt) met een dosis van ... g/100 kg (ofwel ... ml/100 kg) ».

Het is verboden enige vermelding, teken of afkorting in verband met een rasbenaming op de etiketten, verpakkingen, facturen, begeleidende documenten of andere documenten aan te duiden.

Art. 9. Artikelen 6 en 8 zijn niet van toepassing wanneer het triëren geschiedt in aanwezigheid van de voortbrenger of zijn afgevaardigde, dadelijk na de ontvangst van de partij, en wanneer de totale hoeveelheid ervan onmiddellijk terug wordt meegenomen.

In dat geval levert de trieerder onmiddellijk aan de voortbrenger of zijn afgevaardigde een begeleidend document af waarop de vermeldingen voorkomen die voorgeschreven zijn voor het etiket en daarenboven het gewicht van de partij en de datum van de bewerking. Dit document moet bij elke controle voorgelegd kunnen worden.

Art. 10. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt.

De termijn van de voorlopige inbeslagneming bedoeld in artikel 13 van de bovenvermelde wet is vastgesteld op dertig dagen.

Art. 11. Het koninklijk besluit van 3 januari 1974 betreffende het triëren tegen loon van granen en peulvruchten wordt opgeheven.

Art. 12. De op grond van artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 3 januari 1974 verleende erkenningen blijven nog zes maanden geldig te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 13. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

Art. 13. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
« MINISTERIE VAN ONDERWIJS »
ET MINISTÈRE DES FINANCES

10 JUILLET 1989. — Arrêté ministériel portant désignation d'un reviseur auprès du Théâtre Royal de la Monnaie

Le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales et le Ministre des Finances,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifiée par l'arrêté royal du 18 décembre 1957 et l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967, notamment son article 13;

Vu la loi du 19 avril 1963 créant un établissement public dénommé Théâtre royal de la Monnaie;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1954, réglant les attributions des reviseurs d'organismes d'intérêt public;

Arrêtent :

Article 1er. M. Luc Ravert, membre de l'Institut des reviseurs d'entreprises, est désigné en qualité de reviseur au Théâtre royal de la Monnaie, en remplacement de M. Gustaaf Van Damme, démissionnaire honorablement.

Art. 2. L'intéressé bénéficiera d'une indemnité de mille cinq cents (1 500) francs par séance d'une demi-journée prestée au sein de l'organisme, avec un maximum annuel de cinquante-quatre mille (54 000) francs.

Le montant de la rémunération par vacation et le montant maximum annuel repris ci-dessus correspondent à l'indice-pivot 114,20 des prix à la consommation défini par la loi du 2 août 1971.

Ces montants varient en fonction des indices-pivots successifs dans les conditions déterminées par la loi précitée pour les traitements à charge du Trésor public.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1989.

Bruxelles, le 10 juillet 1989.

Le Ministre de l'Intérieur,
de la Modernisation des Services publics
et des Institutions scientifiques et culturelles nationales,

L. TOBBACK

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN ONDERWIJS,
« MINISTERIE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »
EN MINISTERIE VAN FINANCIËN

10 JULI 1989. — Ministerieel besluit houdende aanduiding van een revisor bij de Koninklijke Muntshouwborg

De Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen en de Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 december 1957 en bij koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967, inzonderheid zijn artikel 13;

Gelet op de wet van 19 april 1963 tot oprichting van een openbare instelling genaamd Koninklijke Muntshouwborg;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1954, ter regeling van de bevoegdheden van de revisoren bij de instellingen van openbaar nut;

Besluiten :

Artikel 1. De heer Luc Ravert, lid van het Instituut der bedrijfsrevisoren, is aangeduid in de hoedanigheid van revisor bij de Koninklijke Muntshouwborg, in vervanging van de heer Gustaaf Van Damme, eervol ontslagen.

Art. 2. De belanghebbende zal een vergoeding van duizend vijfhonderd (1 500) frank genieten per toezichtsvacatie van een halve dag bij de instelling met een jaarlijks maximum van vierenvijftig-duizend (54 000) frank.

Het bovenvermeld bedrag van de vergoeding per vacatie en het jaarlijks maximum bedrag komen overeen met het spilindexcijfer 114,20 van de consumptieprijzen bepaald bij de wet van 2 augustus 1971.

Deze bedragen variëren zoals de opeenvolgende spilindexcijfers en dit volgens de voorwaarden vermeld in gezegde wet inzake de wedden ten laste van de Openbare Schatkist.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1989.

Brussel, 10 juli 1989.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
van de Modernisering van de Openbare Diensten
en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen,

L. TOBBACK

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT